

Libertés publiques 6

M. Alain Osmont

Conseiller à la Cour d'Appel de Paris, ancien secrétaire de la Mission Interministérielle de lutte contre les Sectes (aujourd'hui, appelée MIVILUDES ou « Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires »).

SECTES ET LIBERTES PUBLIQUES

I - Qu'est-ce qu'une secte ?

II - Difficultés de la lutte contre les sectes.

Les questions :

A partir de quelle frontière peut-on considérer qu'un mouvement un groupe, est considéré comme inquiétant pour la société ?

Faut-il en protéger les membres contre eux-mêmes ?

Enfin, il est très difficile de définir une secte.

Le problème des sectes est arrivé dans le champs social et politique en décembre 2006, par la publication du rapport d'enquête de la Commission Parlementaire relatif à l'influence des sectes sur les mineurs.

Exemples :

- D'une secte installée sur la frontière franco-espagnole, pour laquelle, la commission avait été constater que les enfants vivaient totalement retranchés du monde médiatique, ne connaissaient ni Zidane, ni Johnny Hallyday...).
- Relaxe, dans les années 1990, du chef d'orchestre Michel Tabachnik, suite au suicide collectif de membres de l'ordre du Temple Solaire, en décembre 1995. Avec la problématique de l'imputation de crime de suicide volontaire (avec deux balles tirées sur les victimes, dont les corps s'étaient disposés en cercle...).
- En 1978, au Guyana, c'est encore le suicide de 923 personnes, adhérentes au Temple du Peuple, dont le Gourou s'appelait Jim Jones. Tous étaient américains, issus de la moyenne et haute classe (avocats, professions libérales, médecins). Tous ils avaient donné leurs biens au gourou, puis s'étaient « suicidées » en avalant un breuvage empoisonné...
- En 1995, dans le métro de Tokyo, la secte Aoum, avait lancé du gaz sarin (gaz moutarde), suite à une maladresse, ils n'ont tué que 11 personnes. Alors que cet attentat aurait du faire beaucoup plus de victimes...
- Affaire de l'OTS : 4 mars 1994 suicide collectif de 54 membres en Suisse et au Canada, suivi de l'assassinat/suicide de 16 autres personnes (dont des Vuarnet et des policiers) en France 18 mois plus tard. L'opinion publique s'enflamme mais retombe ensuite assez progressivement...
- Puis arrive la peoplelisation des Raéliens, qui avaient « découvert le clonage humain », lançant la machine médiatique...
- Enfin, un autre exemple : la condamnation des témoins de Jéhovah à verser 45 million de francs au Trésor Public français, pour fraude fiscale. Décision de la Cour d'Appel de Versailles 28 Février 2002 : dans cette décision, les Témoins de Jéhovah se sont vu refusé le statut d'association cultuelle, plus favorable fiscalement que celui des associations simples. Le statut de religion (ou association cultuelle) offre un certain nombre d'avantages par rapport aux autres formes sociales.

Les mots de la racine « secte » ont porté depuis récemment une connotation négative, alors qu'avant les années 70, le mot secte ne visait que des mouvements « dissidents » d'une église officielle¹.

Dans les années 70, on a vu éclore la secte Moon, particulièrement aux USA.

Leur image très négative fait qu'on s'est penché sur la question des sectes, afin d'évaluer l'ampleur et la dangerosité du phénomène.

La publication du rapport d'Alain Vivien 1982-1983², évaluant de 200 à 400 000 le nombre de personnes alors concernées par les sectes, ne décelait pas de véritable problème d'ordre public majeur, hormis pour les enfants.

Ce rapport poursuivait qu'il ne fallait pas prendre de mesure qui ne soit pas liberticide sauf pour les enfants.

« De toute façon on ne parvient pas à définir une secte ». Le rapport concluait qu'il n'y avait pas besoin de loi.

Le rapport Parlementaire de la Commission d'enquête sur les sectes, dirigée Alain Gest et Jacques Guyard remis en 1995³ dresse une liste des mouvements ou associations dont on peut estimer qu'elles sont des sectes : 172 associations.

L'intérêt est double : pas de condamnation possible des auteurs. En effet, le rapport ne révèle pas le nom des personnes qui ont témoigné devant la Commission.

Comptabilisation des membres dont les témoins de Jéhovah forment plus de 60% des individus comptabilisés comme membres d'une secte.

Le rapport a été plus tendre que l'UNADFI⁴ et il fait encore autorité.

La méthode employée :

Pas de vision partisane dans la composition des membres de la Commission (ce qui est toujours d'actualité : les 2 députés les plus anti-secte sont l'un à droite et l'autre au PC).

Le rapport s'est essentiellement appuyé sur l'approche des Renseignements Généraux.

Il met en lumière :

- La problématique de la comptabilisation ou non des enfants.
- La problématique de la délocalisation des adeptes, pratiquée afin de déstabiliser les membres.

Les parlementaires se sont refusé à analyser le contenu même des discours.

les critères utilisés par les Renseignements généraux dans les analyses du phénomène sectaire ont été retenus par la Commission :

- la déstabilisation mentale (faire perdre les repères à ses membres pour obtenir une adhésion au gourou);
- le caractère exorbitant des exigences financières (voir endettement des membres);
- la rupture induite avec l'environnement d'origine ;
- les atteintes à l'intégrité physique (problèmes de nourriture, de sommeil, certaines formes de violence : breuvages, alimentations, pratiques sexuelles curieuses);
- l'embrigadement des enfants. Les enfants restant sous la « pression », sous l'emprise du mouvement, sans socialisation ni accès dans des écoles classiques;

¹

« Une étude étymologique montre que le terme " secte " est apparu aux alentours des XIII - XIVèmes siècles et qu'il peut être rattaché à deux racines latines : l'une le rattachant au verbe suivre, l'autre au verbe couper.

Cette hésitation sur l'origine sémantique imprègne aujourd'hui encore l'ensemble des dictionnaires.

Significative est la définition fournie par le dictionnaire Littré, pour qui la secte est " l'ensemble des personnes qui font profession d'une même doctrine " ou " qui suivent une opinion accusée d'hérésie ou d'erreur " . » - Rapport de la Commission d'enquête Parlementaire sur les sectes de 1995.

² « *es Sectes en France* » la Documentation Française 1985

³ Le Rapport s'ouvre sur le constat suivant : « 88 membres de la secte des Davidsoniens morts par suicide ou à l'issue d'affrontements avec la police à Waco au Texas le 19 avril 1993 ; 53 membres de la secte du Temple solaire morts suicidés ou assassinés en Suisse et au Canada le 4 octobre 1994 ; 11 morts et 5.000 blessés dans l'attentat au gaz perpétré dans le métro de Tokyo par la secte Aoum le 5 mars 1995 : sans revenir sur des faits plus anciens - mais tout le monde a encore en mémoire le suicide collectif des 923 membres du Temple du Peuple au Guyana en 1978 - voilà, sur moins de trois ans, le bilan des agissements criminels les plus graves dont se sont rendues coupables certaines sectes. Lorsque surviennent de tels faits, les media s'empressent de titrer sur le phénomène sectaire, l'opinion s'émue - à juste titre - puis l'attention retombe jusqu'à l'épisode spectaculaire suivant qui fera l'objet du même traitement. Mais, pendant ce temps, un certain nombre de sectes continuent insidieusement à accomplir leurs méfaits quotidiens dans l'indifférence quasi-générale. »

⁴ cf : <http://www.unadfi.org/>

- le discours plus ou moins anti-social : les gens qui sont dans une secte s'estiment protégés d'un milieu extérieur agressif (paranoïa du discours);
- les troubles à l'ordre public : quand il y a non-respect des règles tel que le non-paiement des impôts, l'absence de scolarisation des enfants, les troubles alimentaires, les atteintes au voisinage;
- l'importance des démêlés judiciaires certains de leurs membres peuvent avoir des pratiques illégales et se voir condamner (viols d'enfants des raéliens à Lyon dans les années 90, par exemple);
- l'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels produits naturels avec souvent peu d'hygiène;
- les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics, afin d'avoir la faveur de ceux-ci, ou pour le moins, leur neutralité : actions de lobbying (notamment depuis récemment et très activement auprès de l'Europe). Ex 1988, le numéro 5 de la liste aux élections européennes, FN était un membre de Moon..

Les critères retenus sont alternatifs.

La liste des mouvements en a révélé certains jouissant déjà d'une forte notoriété :

Les Raéliens, les Témoins de Jéhovah, Eglise de Scientologie, Soka Gakkai (d'origine japonaise, reconnue et autorisée comme parti Politique au Japon), le Grand Logis, la Voie Internationale, le Suicide des Rives, Eglise de Philosophie Luciférienne, le Club des Sur-Hommes, la Nouvelle Ere, Lumière Dorée, Savoir Changer Maintenant, L'Eglise à Paris, l'Institut Théologique de Nîmes, l'Association pour l'unification du Christianisme Mondial (Secte Moon)...

On trouve des sectes « artisanales », des « PME » (plusieurs centaines), des sectes « internationales » (plusieurs milliers de personnes).

Cette évaluation était assez nouvelle et précise. Mais ne visait pas à créer de loi. La nécessité d'évaluer la dangerosité des sectes pouvait heurter les libertés fondamentales : liberté d'association, liberté de penser, liberté de se réunir.

De plus, il est extrêmement rare qu'une secte professe un programme heurtant directement les libertés.

Il s'en est suivi la création d'un observatoire Interministériel (4 personnes : structure administrative ultra légère).

Suite à l'affaire de l'OTS, on a créé la Commission parlementaire « les sectes et l'argent », qui révéla leur large puissance financière...

En 1998, a été créée la MILCS, dans une atmosphère de consensus général (dans la peur notamment des sectes dites « millénaristes », face à l'an 2000, et aussi le fait que M. Vivien, rendu disponible, présidait une association de lutte contre les sectes était prêt à animer cette mission interministérielle, comportant 24 personnes issues des différents ministères.).

Certains rapports ont été produits par la Commission, notamment en regard des pratiques développées dans les pays voisins. Révélant l'établissement de leurs bases dans les pays du Nord et de l'Est de l'Europe, mais ayant des objectifs sur la France.

Cette Mission a duré 5 ans.

Ses missions :

- Elle remettait un rapport au Premier Ministre chaque année.
- Elle identifiait les pratiques des sectes (assistances scolaires, aux malades en fin de vie, formation continue, etc.).
- Dénonçait des faits susceptibles d'être pénalement réprimés (les personnes de la secte ont beaucoup de mal à se considérer comme victimes, ce qui entraînerait pour elles une remise en cause de leur démarche). Cf affaire concernant des scientologues où les plaignants ont progressivement retiré leurs plaintes, car ils ont reçu des fonds de la secte.
- Visait à informer les agents publics sur les sectes.

- Participait aux travaux organisés au niveau des Organisations Internationales.

Elle aura permis de définir sociologiquement une secte :

Association de structure totalitaire déclarant ou non des objectifs religieux et dont le comportement porte atteinte aux droits de l'Homme et à l'équilibre social.

Les sectes dédommagent ou remboursent leurs victimes pour qu'elles ne portent pas plainte.

Aujourd'hui, la MVILUD reprend les missions de l'ancienne Mission.

Autre mission de la mission : assister les juges, participer à des travaux dans des enceintes internationales comme l'ONU.

L'approche française laïque, respectueuse des libertés publiques est mal appréciée par certains pays, notamment les USA, qui permettent tout mouvement au titre des religions.

Les Raëliens y sont ainsi classés comme une « religion athée ».

On doit rappeler que les USA se sont construits avec des mouvements marginaux (Mormons par exemple : qui sont des protestants schismatiques d'Allemagne et des Pays-Bas).

Opposition des systèmes de polices différents : appréhender les mouvements sectaires par leur programme ou seulement par leurs effets négatifs.

Le système français se révèle assez performant.

Certaines administrations peuvent ainsi **sanctionner certaines dérives en utilisant des procédures de droit commun.**

Ainsi, s'il n'existe pas de définition d'une secte dans le code pénal, le droit commun peut trouver à s'appliquer :

- Cas des procédures de recrutement : **traitement informatique des données personnelles**, qui a entraîné la sanction pénale de l'église de Scientologie.

Des crimes, actes de barbarie, provocations au suicide, coups et blessures volontaires ou involontaires, viols, agressions sexuelles corruption de mineurs, refus d'inscrire des mineurs dans un établissement scolaire, privation d'aliments ou de soins, incitation à la mendicité, omission de porter secours, infractions au droit du travail, infractions contre les biens (abus de biens), infractions fiscales, consommation, concurrence, sécurité...

S'ajoute à cela le **droit commun de l'enfance** : l'art. 375 cciv. La sécurité physique ou morale, la santé, la moralité (difficile à évaluer : mais on peut y rattacher la prostitution), les conditions d'éducation de l'enfant se trouvent compromises. (Remarque : on évite de transfuser les enfants des témoins de Jéhovah car après ils sont rejetés par leur famille car considérés comme impurs).

Il n'y a pas de loi pénale spécifique pour les sectes.

On a créé le **12 juin 2001**, une loi tendant à renforcer la répression...

Loi d'origine parlementaire, - « Abou-Picard » -, assez inattendue et bizarre, **a créé l'abus de confiance aggravé** : la personne qui entre de son plein grès dans la secte et qui se fait alors manipuler, se voit protégée du fait du contexte. La faiblesse de cette victime se construit tout au long de sa sujétion à la secte :

« Peut être prononcée, selon les modalités prévues par le présent article , la dissolution de toute personne morale, quelle qu'en soit la forme juridique ou l'objet, qui poursuit des activités ayant pour but ou pour effet de créer, de maintenir ou d'exploiter la sujétion psychologique ou physique des personnes qui participent à ces activités, lorsque ont été prononcées, contre la personne morale elle-même ou ses dirigeants de droit ou de fait, des condamnations pénales définitives pour l'une ou l'autre des infractions mentionnées ci-après :

1- Infractions d'atteintes volontaires ou involontaires à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique de la personne, de mise en danger de la personne, d'atteinte aux libertés de la personne, d'atteinte à la dignité de la personne, d'atteinte à la personnalité, de mise en péril des mineurs ou d'atteintes aux biens prévues par les articles 221-1 à 221-6, 222-1 à 222-40, 223-1 à 223-15, 223-15-2, 224-1 à 224-4, 225-5 à 225-15, 225-17 et 225-18, 226-1 à 226-23, 227-1 à 227-27, 311-1 à 311-13, 312-1 à 312-12, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3 et 324-1 à 324-6 du code pénal ;

2- Infractions d'exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie prévues par les articles L. 4161-5 et L. 4223-1 du code de la santé publique ;

3- Infractions de publicité mensongère, de fraudes ou de falsifications prévues par les articles L. 121-6 et L. 213-1 à L. 213-4 du code de la consommation. »

. Utilisé pour la secte « Néofar » (Loire Atlantique) CA Rennes Juillet 2006.

Mais cette loi est générale, elle a été appliquée pour d'autres contextes que des contextes de sectes.

Cette loi élargissait la possibilité de sanctionner les personnes morales (cela avant la loi de 2005), mais sans effet véritable.

Cette loi fut beaucoup commentée négativement et, avec le recul, on peut douter de son utilité.

La loi a apporté une solution assez nouvelle : les associations ayant pour objet la lutte contre les sectes peuvent se porter parties civiles.

L'avenir des sectes : même si le terme est négativement connoté, les sectes ne sont pas en véritable déclin en France et de part le monde : le déclin des grandes idéologies laissant un certain vide.

Les sectes font du law market : utilisant et optimisant les différentes législations des pays où elles s'installent.

Elle sont souvent habiles et utilisent des people pour porter leur image (John Travolta, Tom Cruise, Sœurs Williams tenniswomen, professeurs de droit, écrivains, philosophes, etc.).

Voir : fichier du cours

Demander par e mail : alain-osmont@wanadoo.fr